



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Prix de l'énergie

Question au Gouvernement n° 1369

Texte de la question

PRIX DE L'ÉNERGIE

Mme la présidente . La parole est à M. Matthias Tavel.

M. Matthias Tavel . « Il est probable que le prix de l'essence augmente de quelques centimes. » Ces mots, monsieur le premier ministre, ont été prononcés par votre ministre, M. Lescure, il y a trois semaines.

M. Benjamin Lucas-Lundy . Un visionnaire !

M. Matthias Tavel . Vos ministres devraient parler plus souvent à leurs chauffeurs : ils sauraient alors que l'augmentation du prix du gazole a pu atteindre jusqu'à 50 centimes par litre. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP.*) Un litre à plus de 2 euros, un plein à plus de 100 euros : c'est intenable quand on doit prendre sa voiture pour aller travailler, étudier ou se soigner. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP. – M. Emmanuel Duplessy applaudit également.*) C'est intenable quand on est artisan et qu'on doit aller voir ses clients, quand on doit aller visiter ses patients.

La guerre de Trump et de Netanyahu contre l'Iran fait exploser tous les prix de l'énergie : celui du pétrole et celui du gaz, comme demain celui de l'électricité, lié à ces derniers par la folie de votre marché. L'Agence internationale de l'énergie évoque la pire crise énergétique de l'histoire ; et qu'avez-vous fait depuis trois semaines ? Rien ! (*M. Emmanuel Fernandes applaudit.*) Rien pour sanctionner les fauteurs de guerre ; rien pour le retour à la paix dans la région ; rien pour le pouvoir d'achat des Français – ah si : le gouvernement a reconnu qu'il s'était trompé ! La belle affaire – de la même façon que les gouvernements précédents se sont trompés en laissant délocaliser nos raffineries. Voilà neuf ans que vous vous trompez et que vous trompez les Français (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP*) ; voilà neuf ans que vous auriez dû tout miser sur la transition énergétique et les énergies renouvelables qui nous permettraient de sortir de la dépendance aux énergies fossiles importées.

Si c'est là que se trouve la solution à moyen terme, il faut agir à court terme, ici et maintenant. Les Français paient vos erreurs. La solution d'urgence existe : bloquer les prix et les marges, pour empêcher les retours des superprofits sur l'énergie et les produits alimentaires. (*Mêmes mouvements.*) Vous préférez cependant protéger les profits des multinationales plutôt que de protéger le pouvoir d'achat des Français. Vous n'êtes d'ailleurs pas le seul : M. Bardella aussi est contre le blocage des prix – une fois encore, Bardella parle comme Macron ! (*Mêmes mouvements.*)

Monsieur le premier ministre, quand allez-vous bloquer les prix de l'énergie ? (*Les députés du groupe LFI-NFP applaudissent et se lèvent. – Applaudissements sur quelques bancs du groupe EcoS.*)

Mme la présidente . La parole est à Mme ministre déléguée, porte-parole du gouvernement, et ministre déléguée chargée de l'énergie.

Mme Maud Bregeon, *ministre déléguée, porte-parole du gouvernement, et ministre déléguée chargée de l'énergie*. Ne vous en déplaise, monsieur Tavel, nous ne sommes pas dans une économie administrée. *(Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP.)*

Mme Danielle Simonnet . Il y a des prix réglementés pour le logement et pour le tabac, pourquoi pas pour l'essence ?

Mme Maud Bregeon, *ministre déléguée* . Vous savez que la France importe la totalité de son pétrole brut et une grande partie de ses produits raffinés.

M. Antoine Léaument . Vous êtes de droite !

Mme Maud Bregeon, *ministre déléguée* . Si vous bloquez le prix du pétrole à un niveau inférieur à celui contre lequel il est acquis sur les marchés internationaux, vous courrez tout droit à la pénurie. Un tel système, quelles que soient nos différences d'approche, ne tiendrait pas. Il compromettrait l'approvisionnement des Français que vous prétendez défendre.

La bonne réponse est donc celle que la France a commencé d'apporter.

M. Manuel Bompard . Allez, ça suffit ! On vous remercie !

Mme Maud Bregeon, *ministre déléguée* . Depuis trois semaines, le président de la République travaille à contenir le conflit au Moyen-Orient et à éviter, autant que faire se peut, qu'il ne s'embrase. Dès que cela sera possible, nous pourrons contribuer, comme nous le faisons déjà en mer Rouge, à la sécurité des navires - dans le détroit d'Ormuz notamment. Nous accompagnons des secteurs comme la pêche, l'agriculture et les transports avec des mesures de trésorerie. Sur le long terme, nous nous occupons de la nécessaire décarbonation que vous évoquez dans votre question. Pour décarboner, toutefois, il faut produire de l'électricité ; et pour produire de l'électricité, nous avons besoin du nucléaire, que vous tentez de fermer depuis maintenant des années. *(Exclamations sur les bancs des groupes LFI-NFP et EcoS.)*

M. Éric Coquerel . Quelle catastrophe !

Données clés

Auteur : [M. Matthias Tavel](#)

Circonscription : Loire-Atlantique (8^e circonscription) - La France insoumise - Nouveau Front Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1369

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Porte-parole du Gouvernement et Énergie

Ministère attributaire : Porte-parole du Gouvernement et Énergie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 25 mars 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 25 mars 2026